



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALECONSEIL
DE SÉCURITÉDistr.
GÉNÉRALE

A/33/94

S/12688

5 mai 1978

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-troisième session

Points 27 et 32 de la liste préliminaire*

QUESTION DE NAMIBIE

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT

SUD-AFRICAINE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-troisième année

Lettre datée du 4 mai 1978, adressée au Secrétaire général
par le chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente de Sri Lanka auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'un communiqué publié
aujourd'hui par le Bureau de coordination des pays non alignés.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du présent
communiqué comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 27 et 32
de la liste préliminaire, et comme document du Conseil de sécurité.

Le chargé d'affaires par intérim,
et Président par intérim du
Bureau de coordination des
pays non alignés,

(Signé) I. B. FONSEKA

ANNEXE

Communiqué publié le 4 mai 1978 par le Bureau de coordination
des pays non alignés, condamnant l'invasion de l'Angola par
l'Afrique du Sud

Le Bureau de coordination des pays non alignés, réuni à New York, a appris avec la plus profonde indignation, le jeudi 4 mai 1978, le dernier forfait du régime raciste sud-africain : l'invasion du territoire de la République populaire d'Angola. Des troupes sud-africaines stationnées en Namibie ont franchi la frontière angolaise et ont pénétré jusqu'à 250 km à l'intérieur du territoire, perpétrant un acte d'agression patent à l'encontre de l'Angola.

Le Bureau de coordination note que cette nouvelle agression du régime raciste sud-africain fait presque immédiatement suite à la conclusion réussie de la neuvième session extraordinaire, lors de laquelle l'Assemblée générale a adopté à une majorité écrasante une importante déclaration sur la Namibie et le programme d'action pour l'autodétermination et l'indépendance nationale de la Namibie a/. Cet acte d'agression contre l'Angola a également été commis après que l'Allemagne, République fédérale d', le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aient présenté une proposition de règlement de la question namibienne b/ et après une déclaration du régime sud-africain qui semblait indiquer que celui-ci acceptait la proposition c/.

Le Bureau de coordination considère que cette invasion injustifiable de l'Angola n'est rien autre que la réplique méprisante de Pretoria à l'Organisation des Nations Unies et une preuve de plus, si tant est qu'elle soit nécessaire, de la détermination du régime raciste de perpétuer son occupation illégale de la Namibie et de continuer de l'utiliser comme tremplin d'agression contre des Etats africains indépendants avoisinants. Cette invasion de l'Angola a pour but de faire échouer les efforts tentés par la communauté internationale pour mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud et en particulier d'affaiblir l'appui fourni par l'Angola au peuple namibien et à son mouvement de libération nationale la South West Africa People's Organization (SWAPO). Par cet acte d'agression, qui fait suite à beaucoup d'autres, l'Afrique du Sud s'efforce désespérément de détruire la SWAPO, fer de lance de la lutte pour la libération véritable de la Namibie, ce qui lui permettrait d'imposer au peuple namibien ses propres protégés et ses propres fantoches sous le couvert d'un soi-disant "règlement interne".

Le Bureau de coordination souhaite particulièrement appeler l'attention des cinq Etats occidentaux, qui comptent sur la bonne foi de l'Afrique du Sud pour le succès de leur initiative, sur ce dernier forfait, qui bien certainement fait planer des doutes sérieux sur la sincérité du désir de Pretoria de négocier en toute bonne foi son retrait de la Namibie, conformément à la résolution 385 (1976) du Conseil de sécurité.

a/ Résolution S-9/2 de l'Assemblée générale.

b/ S/12636.

c/ A/S-9/12.

A/33/94
S/12688
Français
Annexe
Page 2

Le Bureau de coordination condamne vigoureusement l'Afrique du Sud pour cette nouvelle agression contre l'Angola et exige le retrait immédiat de toutes les forces sud-africaines du territoire angolais. Le Bureau de coordination demande au Conseil de sécurité de prendre d'urgence des mesures contre l'Afrique du Sud, et notamment l'imposition de sanctions économiques générales, un embargo sur le pétrole et un embargo sur les armes, conformément au Programme d'action adopté par l'Assemblée générale à sa neuvième session extraordinaire.

Le Bureau de coordination assure le Gouvernement angolais, le peuple namibien et la SWAPO de l'appui sans réserve des pays du mouvement non aligné à leur combat contre le régime de Pretoria.
